

15 avril 2023 : Attaque lancée par les FSR contre la capitale Khartoum



Les **Forces armées soudanaises (FAS)**, dirigées par le général Abdel Fattah al-Burhan.



Se revendiquent d'un **islamisme politique** dans la filiation du régime de Bachir.



Les **Forces de soutien rapide (FSR)** du général Mohammed Hamdan Daglo alias Hemeti.



Issues en partie des **milices Janjawid** qui s'étaient déjà fait connaître lors du conflit qui avait abouti à un génocide au Darfour en 2003 et à la sécession du Soudan du Sud en 2011.



Lutte de pouvoir interne complexe, impliquant des enjeux régionaux, communautaires et politiques, tout en étant profondément influencée par des dynamiques internationales.

Conséquences

2.5 millions de personnes ont fui le pays

39% sont réfugiés au Sud Soudan

29% sont réfugiés au Tchad

8,8 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays



14 millions d'enfants ont besoin d'assistance

70% des hôpitaux dans les zones touchées ne sont pas opérationnels

Forte **famine** au Nord Darfour et au Kordofan-Sud



4.2 milliards nécessaires pour le plan de réponse humanitaire 2025

Le 15 avril 2024, bien que 33 pays aient promis d'apporter 2,2 milliards de dollars d'aide, le Plan de réponse humanitaire pour le Soudan 2024 n'a reçu que la moitié des fonds requis.



Une guerre oubliée ?

Selon The Economist, en 2024, la couverture médiatique du Soudan était en moyenne de **600 articles par mois**, contre **100 000 articles pour les conflits à Gaza et en Ukraine**.

Influences étrangères

FAS

Al Burhan est soutenu par l'Égypte et par les soutiens traditionnels du régime islamiste de Béchir : l'Iran, le Qatar, la Turquie et l'Érythrée.



FSR

Hemeti bénéficie également du soutien militaire des Émirats arabes unis. De plus, bien que les autorités tchadiennes affirment officiellement leur neutralité dans la guerre soudanaise, elles sont régulièrement accusées de fournir une aide militaire aux FSR.



Les pays occidentaux sont restés en retrait du conflit tout en soutenant les efforts de médiation internationale. Malgré de nombreuses initiatives, dont celles de l'Arabie saoudite, des États-Unis, de l'IGAD ou de la France avec la conférence humanitaire du 15 avril 2024, aucune n'a abouti, faute d'engagement, d'excès d'implication ou de priorités ailleurs.



Bien que la Russie ait apporté un soutien aux FSR via la société militaire privée Wagner, elle maintient une posture ambiguë, sa principale préoccupation étant la Mer Rouge.